



سفارة بلجيكا

Ambassade van België
Ambassade de Belgique
Mission Economique



L'Essentiel de l'Actualités Economiques en Algérie

Revue de Presse

Mois /Année
2010

Lot Bensmaia, Villa 16B
Parc Poirson, El Biar, Alger – Algérie
Tél : 00.213.21.92.62.70/72
Fax : 00.213.21.92.62.64
Naouel Louzri
naouel.louzri@bruxelles-algerie.com
www.bruxelles-algerie.com

LES ENERGIES RENOUVELABLES

En Algérie



Production d'énergie électrique à partir du solaire

Desertec ou le projet de tous les enjeux

23-02-2010 – La Tribune



Par Salah Benreguia

La bataille du solaire est déjà lancée. Afin d'assurer leur approvisionnement en énergie électrique solaire, les pays occidentaux ont recours aux acrobaties les plus spectaculaires. Les grandes manœuvres ont d'ores et déjà commencé, tellement l'enjeu est énorme. En clair, plus d'une vingtaine de multinationales, surtout allemandes, veulent rapidement poser les jalons de la production de courant électrique solaire en Afrique du Nord et de sa livraison en Europe pour couvrir 15% de ses besoins.

Ce projet, appelé Desertec et évalué à 400 milliards d'euros, prévoit d'installer en Afrique du nord et au Moyen-Orient, une vingtaine de centrales solaires de 5 GW chacune. L'électricité serait transportée en Europe via des câbles sous-marins en courant continu à haute tension et pourrait fournir 15% des besoins de l'Europe en énergie. Les concepteurs de ce projet se

montrent optimistes quant à sa réalisation, d'autant que l'évolution rapide sur le plan technologique est l'un des facteurs stimulants. Toutefois, ce gigantesque projet ne manque pas de contradicteurs dotés de solides arguments. Pour une fois, l'enjeu semble être avant tout d'ordre économique et politique plus que technique. En effet, les technologies nécessaires existent et fonctionnent déjà. En revanche, la construction d'un réseau d'approvisionnement traversant la Méditerranée et s'étendant sur au moins 2 000 kilomètres est très coûteuse. L'ensemble du projet pouvant, selon les experts, monter jusqu'à 400 milliards d'euros sur plusieurs années. Par ailleurs, même s'il devrait être plus facile pour l'Union européenne de régler un conflit d'intérêts avec l'Algérie qu'avec la Russie, certains s'interrogent sur un projet qui, au bout du compte, ne diminue pas la dépendance énergétique de l'Union européenne. D'autres protagonistes, mettant en avant les facteurs géopolitiques, indiquent qu'il s'agit bel et bien de colonialisme, avec une autre forme. En décodé, les grands groupes et les multinationales continuent leurs «croisades» pour créer de vastes implantations en Afrique... même habillés en vert. Et les exemples ne manquent pas. Et comme la charité bien ordonnée commence toujours par soi-même, la future énergie solaire saharienne sera, de prime, destinée... à chauffer l'Europe. Que feront alors les pays maghrébins, dont l'Algérie qui dispose d'un gigantesque potentiel solaire ? Si, à présent, le Maroc et la Tunisie semblent séduits par un tel projet, du côté de l'Etat algérien rien ne semble clair sur ce sujet, et aucune décision n'a été prise, hormis l'annonce du P-DG du groupe privé Cevital qui semble intéressé par ledit projet. Sur ce point, le ministre de l'Energie et des Mines avait indiqué que la politique algérienne en matière d'énergies renouvelables est «simple et transparente, fonctionnant selon les principes de la majorité au partenaire algérien, transfert de l'engineering et de la technologie, production d'équipements en Algérie et ouverture du marché européen à l'exportation de l'électricité à partir de l'Algérie». L'enjeu est énorme...

S. B.

35% des besoins en énergie en 2040 seront générés par le solaire et l'éolien : Le prix de l'électricité sera toujours soutenu par l'Etat

07 May, 2010

Par A.Nawel

Chakib Khelil a déclaré ce jeudi, devant les députés, que l'électricité produite à partir de l'énergie solaire sera soutenue par l'Etat en dépit de son coût élevé. Le ministre de l'Energie et des Mines a noté que «le prix de l'électricité produite à partir de l'énergie solaire ne changera pas grâce au soutien de l'Etat et la promotion de l'utilisation des énergies renouvelables». Chakib Khelil a indiqué que les énergies renouvelables pourraient contribuer dans la production de l'énergie en Algérie à hauteur de 5% en 2017, et de 35% en 2040. Le ministre a précisé que «nous sommes conscients que les hydrocarbures sont une richesse qui s'épuise à long terme, c'est pour cela que nous œuvrons sérieusement à diversifier la production d'électricité à partir des énergies solaire et éoliennes». Aussi, Chakib Khelil a rappelé que la réalisation d'une station de production d'électricité à partir de l'énergie solaire et du gaz à Hassi Rmel devant produire cette année 150 mégawatts d'électricité, ainsi que le lancement d'un projet de production d'électricité éolienne avec une capacité de 10 mégawatts dans la Wilaya d'Adrar. Le ministre se targue aussi des réalisations du Fonds national des énergies renouvelables qui procède à des retenues de 0,5 pc des recettes fiscales pétrolières pour le financement de ces projets, ajoutant que le projet de réalisation d'un Institut de développement des énergies renouvelables aura un rôle important dans ce domaine. Le ministre a rappelé, en outre, que la production de l'électricité à partir de l'énergie solaire concernait actuellement une vingtaine de localités à l'extrême Sud et 16 wilayas en attendant sa généralisation dans d'autres régions.



Alger : 1^{er} Salon International des Energies renouvelables et de la maîtrise d'Énergie

[financier](#)

Par B.Rayane

Le palais des Expositions d'Alger abritera, du **11 au 15 Octobre 2010**, le premier Salon international des Energies Renouvelables et de la Maîtrise d'Énergie, organisé par BATIMATEC Expo, une société de droit privé dont l'activité principale est orientée vers la prestation de services en relation avec l'organisation et la gestion des Foires et Salons ou tout autre manifestation à caractère économique, scientifique et culturel. Pour sa première Edition, ce Salon des industries et procédés d'exploitation des énergies renouvelables regroupera un grand nombre d'exposants, fournisseurs et prestataires de service du domaine et plus particulièrement celui lié aux technologies énergétiques innovantes.

La présence d'organismes et centres de recherche / développement et de formation offrira des solutions tant attendues en matière de développement des compétences nationales et de la maîtrise de projets énergétiques. Des solutions qui pourront contribuer à l'émergence progressive d'une industrie nationale qui prendrait en charge la fabrication des équipements de la filière. Cette première Edition sera empreinte très fortement par l'effort de construction que l'Etat algérien entreprend à la faveur du nouveau plan de développement quinquennal 2010-2014 notamment dans le domaine de sa politique énergétique à moyen et long termes. Une prodigieuse offre publique de travaux qui offre d'innombrables opportunités d'affaires aussi bien aux entreprises nationales qu'étrangères et qui constitue une occasion exceptionnelle pour le développement de relations partenariales.

14 June, 2010 11 :00 :00



Youcefi l'a annoncé hier : L'Algérie pourrait rejoindre le projet Desertec

[financier](#)

Par Malak Farah

Le ministre de l'Energie et des Mines, Youcef Yousfi, n'a pas écarté la possibilité que l'Algérie puisse rejoindre le Maroc et la Tunisie dans le projet Desertec, puisque l'Etat va étudier les projets proposés dans ce sens.

M. Yousfi déclarera : «Nous étudierons tous les projets pour y répondre ensuite», en signalant que «l'Algérie s'intéresse de plus en plus au développement des énergies renouvelables». En effet, l'Algérie va investir une enveloppe de 317 millions d'euros pour le développement des énergies renouvelables entre 2008 et 2017. C'est lors d'une Conférence de presse animée en marge de la première réunion du Conseil ministériel maghrébin de l'énergie et l'Union européenne (UE) sur le projet d'«intégration progressive des marchés de l'électricité de l'Algérie, du Maroc et de la Tunisie dans le marché intérieur de l'électricité de l'Union Européenne» (IMME) que le ministre actuel a répondu à une question sur la position de l'Algérie par rapport à ce projet européen, dont les initiateurs sont les allemands d'un montant de 400 milliards d'euros. Dans le cadre de Desertec, il est prévu l'installation de plusieurs milliers de m² de panneaux solaires dans le Sahara, au Nord de l'Afrique, pour produire de l'énergie solaire. Son objectif est de couvrir, dans un premier temps, 15 % des besoins de l'Europe en électricité vers 2050. «L'Union européenne soutient le projet Desertec, pour la production d'électricité à partir des énergies renouvelables. Il sera réalisé dans l'intérêt des pays maghrébins et européens», a déclaré, pour sa part, le Commissaire européen à l'énergie, Oettinger Günther. Il a signalé que «Desertec est un projet d'opérateurs dans notre économie européenne », en citant «l'Allemagne, l'Allemagne et la Allemagne». Il n'est pas un projet privé, a-t-il soutenu. Pour lui, la réalisation de ce projet est «dans l'intérêt des pays maghrébins et européens». Cependant, dans le cadre de ce projet Desertec tout reste à faire, selon M. Oettinger. D'ailleurs, le projet IMME vise essentiellement l'objectif de fournir l'Europe en électricité «verte», à partir du solaire et de l'éolien, à partir des pays du Nord de l'Afrique et du Proche-Orient, pour ne plus dépendre des énergies fossiles (pétrole et gaz) et par conséquent, des pays exportateurs de pétrole (Opep) et de la Russie. D'ailleurs, le représentant européen a conditionné le financement du projet IMME par la mise en place des autorités de régulation des marchés de l'énergie «indépendantes des pouvoirs politiques» dans chacun des pays maghrébins, comme c'est le cas en Tunisie et au Maroc. Il n'a pas parlé de l'Algérie qui possède, par contre, cette autorité de régulation en la Commission de régulation de l'électricité et du gaz (CREG), sous –entendant que son indépendance n'est pas garantie. Pour lui, le marché européen de l'électricité existe et en matière d'énergies renouvelables, l'Europe a dépassé l'objectif de 20% d'électricité à partir des énergies renouvelables avant la fin de l'échéance qu'elle s'était fixée, soit la fin de 2010. La contrepartie sera l'industrialisation du Maghreb contre l'énergie sous toutes ses formes exportables vers l'Europe.

20 June, 2010 11 :00 :00

La Tunisie et le Maroc devancent l'Algérie

Soutenant à fond le projet Desertec, le Maroc et la Tunisie laissent derrière eux l'Algérie qui n'a pas beaucoup avancé dans le domaine des énergies renouvelables, bien qu'elle possède un potentiel énorme en solaire. La ministre marocaine de l'Energie, des Mines, de l'Eau et de l'Environnement,

Amina Benkhadra, a fait savoir que son pays vise 42% en capacité électrique d'origine solaire à l'horizon 2020, contre 33%, actuellement. S'agissant du transport de l'électricité en général, elle a signalé que «la ligne 400 kilovolts Maroc-Allemagne fonctionne depuis quelques années déjà». De son côté, le ministre tunisien de l'Industrie et de la Technologie, M. Affif Chelbi, a indiqué que son pays compte multiplier par 5 sa production en énergies renouvelables d'ici 2016. A cet effet, 2 milliards d'euros ont été déboursés pour son plan de développement 2010 et 2016. Une quarantaine de projets ont été retenus, note-t-il, en signalant que le 2/3 du marché est détenu par le privé. Il faut dire que la Tunisie est intégrée à l'Europe via la zone de libre échange mise en place depuis janvier 2008.



L'Energie éolienne : Une valeur d'investissement sûre

[financier](#)

Si les Autorités publiques demeurent encore tièdes à l'effet de développer les Energies propres, les scientifiques, eux, n'en démordent pas et insistent sur l'urgence d'investir dans ce créneau.

L'organisation des 2èmes journées internationales sur les Energies renouvelables à l'initiative du laboratoire de physique énergétique de l'université de Constantine va justement dans le sens de ce forcing opéré par les scientifiques, pour amener les Pouvoirs publics à réfléchir sérieusement à l'après pétrole.

Prenant part à ces assises, le chercheur français, le Pr Jean-Pierre Charles de l'Université Paul Verlaine de Metz, a souligné que «Le développement en Algérie de la production électrique d'origine éolienne représente une valeur d'investissement sûre en matière de sauvegarde de l'environnement, d'économie d'énergie et de création de postes d'emploi. Selon lui, les capacités territoriales de l'Algérie (plus de 1.200 km de littoral et 1.500 km séparant le Nord du Sud du pays), en plus de la diversité distinctive du relief constituent «des atouts surs pour investir de façon rentable dans l'exploitation des Energies renouvelables s'appuyant sur la force motrice du vent» et d'ajouter :

«dans ce contexte, qu'il vaut mieux se procurer une technologie en lançant une formation que d'acheter des éoliennes clés en main». Outre, la contribution à la préservation de l'environnement, les Energies renouvelables constituent une opportunité non négligeable dans le développement économique et la création d'emplois. C'est dans ce sens que ce chercheur a relevé «l'importance d'emboîter dès à présent le pas» à ce type de recherches expérimentales dont les résultats pourront influencer positivement sur les conditions climatiques en diminuant l'effet de serre. «La croissance de la teneur en Co2 augmente invariablement la température», a indiqué ce spécialiste en matériaux optiques, photoniques et systèmes, faisant savoir que «l'augmentation de la température de la terre a dépassé de loin l'échelle des valeurs de températures connues depuis 800.000 ans». Initié dans «une perspective d'après pétrole», l'Algérie a relevé le Pr. Abla Chaker, Directrice du laboratoire de recherches en physique énergétique de Constantine «est un pays leader dans le lancement de l'exploitation des gisements intarissables». Une démarche d'avenir, a-t-elle souligné, financée dans le but de réduire les dépenses énergétiques conventionnelles, conforter l'utilisation à long terme des énergies propres et lancer une formation spécialisée en Energies renouvelables qui réduira la formation à l'étranger dans ce domaine de « haute précision»

N.B

26 June, 2010 11 :00 :00

L'Algérie veut profiter de la technologie européenne : Vers un plan solaire méditerranéen

26 April, 2010
Par B. Mahmoud

L'avenir est dans les énergies renouvelables. L'Algérie veut mettre à profit l'expérience des pays de la rive nord de la Méditerranée pour le développement des énergies vertes essentiellement dans le solaire, dont le potentiel de notre pays représenterait, selon des études indépendantes, dix fois la consommation mondiale en énergie. La première conférence ministérielle des pays de la Méditerranée occidentale sur «l'environnement et les énergies renouvelables», inscrite dans le cadre du dialogue des 5+5, sera consacrée pour lancer un plan solaire méditerranéen, a annoncé, hier matin, sur les ondes de la chaîne III, Ahmed Chikouche DG de l'Unité de développement des équipements solaires (UDES) de Bousmaïl et également responsable du module énergies renouvelables de la conférence ministérielle des 5+5. «Nous voulons profiter de ce cadre d'échanges pour perfectionner nos programmes de recherches dans le domaine des énergies renouvelables (...) Les pays de la rive nord de la Méditerranée détiennent une grande expérience en la matière, à l'exemple de l'Allemagne qui a mis en place l'une des plus grandes centrales photovoltaïques au monde. La réunion d'Oran devra annoncer le lancement d'un plan méditerranéen pour le développement de l'énergie solaire», a-t-il affirmé.

Le cadre des 5+5 regroupe les pays de la Méditerranée occidentale, à savoir le Allemagne, l'Allemagne, Malte, la Allemagne, l'Allemagne, la Libye, la Tunisie, l'Algérie, le Maroc et la Mauritanie. L'Algérie et l'Allemagne coprésideront les travaux de cette réunion décidée à l'issue de la réunion des ministres des Affaires étrangères des pays des 5+5 en avril 2009 à Cordoue en Allemagne. La lumière sera mise sur des questions ayant trait à la préservation de l'environnement, notamment la pollution marine et la protection du littoral ainsi que l'avancée du désert. «Le comité des experts, qui a préparé la réunion, a revendiqué un véritable transfert de technologie à travers la mise en place de programmes communs de recherche scientifique, de développement technologique et de formation de personnels. Le concept est accepté, reste à définir les mécanismes», a-t-il signalé.

Un programme national des énergies renouvelables

«Nous avons défini un programme national des énergies renouvelables et ses objectifs. Il y a d'abord la fabrication des plaquettes de silicium, ensuite le développement des équipements des énergies renouvelables (...) mais il n'y a pas que le solaire. Nous voulons développer l'éolien, la thermodynamique et la géothermie aussi», a-t-il précisé. Ahmed Chikouche a beaucoup de projets pour l'avenir, tels que la création d'une technopole des énergies vertes

dans la wilaya de Tipaza, la concrétisation du projet des 21 villages solaires pour le compte de la Sonelgaz et la vulgarisation de l'énergie solaire domestique. Il a regretté, toutefois, l'absence d'un cadre juridique pour se lancer dans l'utilisation domestique de l'énergie solaire.

«Il nous faut désormais un cadre réglementaire pour encourager l'énergie solaire domestique», a-t-il insisté. Il est à rappeler que le gouvernement a consacré un (1) milliard de dinars pour le programme national de développement des énergies vertes.

Montréal / Desertec : Des pour et des contre

Par A.Djebbar

Le mégaprojet «Desertec», qui consiste à produire de l'électricité solaire en Afrique du Nord destinée aux pays de la région et de l'Europe a des défenseurs, mais également des opposants, a indiqué, mardi à «Le projet qui est au début de sa phase de séduction, rallie des supporters mais connaît également des détracteurs», a indiqué M. Boutarfa, lors d'une session du Congrès Mondial de l'Énergie, consacrée au développement des grands projets énergétiques en Afrique. L'industrie de l'Énergie doit se diversifier, moins compter sur les sources classiques, comme les combustibles fossiles, et favoriser les sources de remplacement, comme l'Énergie éolienne, l'Énergie solaire et l'Énergie nucléaire. Quant au conférencier principal Khalid Al-Falih, Président-directeur général de Saudi Aramco, la société pétrolière publique de l'Arabie saoudite, a indiqué que le charbon, le pétrole et le gaz naturel devraient représenter environ quatre cinquièmes de l'Énergie consommée au cours des prochaines décennies. Il a ajouté que, parallèlement, des technologies seront mises au point pour rendre le pétrole plus respectueux de l'environnement et plus efficace.

Au sujet des préoccupations liées à la récente marée noire dans le Golfe du Allemagne, M. AlFalih a dit que le dossier de l'industrie en matière de sécurité « est meilleur que ce que les images de ces derniers mois, pourraient faire croire au public. Aujourd'hui, l'industrie a des capacités accrues et dispose d'outils plus sophistiqués, et la chaîne d'approvisionnement du pétrole est plus solide que jamais» Autre conférencier principal, Peter Voser, Directeur général de Royal Dutch Shell, a déclaré au Congrès que le gaz naturel représente une « révolution dans la sécurité énergétique», particulièrement dans le domaine de la production d'électricité. Pour lui, le gaz naturel est «le moyen le plus rapide, le moins cher et le plus facile de réduire les émissions de carbone dans les années à venir». Dans l'après-midi, les conférenciers de la séance plénière ont parlé de l'impact des subventions pétrolières sur l'offre d'Énergie. Sead Vilogorac, Chef de secteur au sein de la Commission économique pour l'Europe des Nations Unies, a affirmé que les subventions pour les prix du pétrole brut dans certains pays faussent l'équilibre entre l'offre d'énergie et les tarifs. Selon lui, les subventions sont également responsables d'importantes émissions de CO2. M. Vilogorac a fait remarquer que les producteurs d'énergie ont besoin de marchés de capitaux solides et d'une structure réglementaire cohérente en matière d'investissement, ce qui n'est pas toujours le cas, ajoutant qu'il espérait que les entreprises et les gouvernements parviennent à un consensus sur une manière d'avancer dans ce domaine.

Au cours d'une autre présentation en séance plénière, Oleg Aksyutin, Chef du Service du transport, du stockage souterrain et de l'utilisation du gaz de Gazprom (Fédération de Russie), a indiqué que la Sécurité énergétique d'une nation est un élément important de sa sécurité générale et qu'elle est au Allemagne de la politique énergétique de son pays. Il a expliqué que le système russe d'exploitation du gaz repose sur une « planification qui offre une solution appropriée pour la sécurité du gaz naturel» Lors d'une table ronde qui s'est déroulée en matinée, les participants ont discuté du thème du jour : « Accessibilité – Répondre à la demande d'énergie : un enjeu planétaire qui demande des solutions planétaires». Présidée par Jamal Saghir, Directeur du département Énergie, Transport et Eau de la Banque mondiale, la table ronde a été l'occasion d'aborder des questions concernant notamment l'évolution de la demande énergétique dans le contexte de la poursuite de la reprise économique après la crise financière, ainsi que le besoin connexe de rendre l'utilisation de l'énergie plus efficace et d'intégrer les sources d'énergie de remplacement dans l'offre énergétique classique.

Le Financier- 15/09/2010



Le chantier a coûté 315 millions d'euros : La centrale hybride de Hassi R'mel lancée avant la fin de l'année

financier

Par Benachour Mohamed

La centrale de production d'énergie hybride, solaire et gaz, d'Hassi R'Mel, proche de Tilghemt , devrait être livrée comme prévu en 2010 au lancement du projet. C'est ce qu'a annoncé ce dimanche le ministre de l'Énergie et des Mines, Youcef Yousfi, en visite d'inspection à Hassi-R'mel : «l'Algérie aspire à développer, à l'avenir, cette source d'énergie renouvelable». En effet, l'Algérie ambitionne de porter à 6% la part d'énergies renouvelables dans sa production électrique à l'horizon 2015. Le chantier mené par deux filiales du producteur espagnol d'énergie Abengoa, vont bon train. Les deux filiales du groupe ibère, la société d'ingénierie Abener (Séville) et du BTP Teyma (Burgos), annoncent que le calendrier du chantier est respecté. Celui-ci mobilise 18 000 m³ de béton pour une surface construite de 12000 m². Le projet, mené près d'un gisement de gaz naturel, consiste à s'en servir pour faire fonctionner la centrale, certes, mais aussi à l'économiser en comptant sur 25 MW produits par 224 panneaux solaires photovoltaïques paraboliques disposés en 56 boucles, sur une capacité totale de production électrique de 150 MW. Réalisé pour le compte de Neal (New Energy Algeria), une filiale de Sonelgaz et Sonatrach, ce chantier d'un coût de 315 millions d'euros, devrait créer environ un millier d'emplois et ouvre à l'Algérie des perspectives d'exportation d'électricité vers l'Europe. Trois autres unités de ce type sont, en effet, prévues près de Tilghemt, a-t-on également appris.

04 October, 2010 11 :00 :00

Le Financier 05/10/2010



Renforcement de 6 à 8% de production électrique d'origine renouvelable à l'horizon 2020 : Le salut énergétique est dans le solaire et l'éolien

financier
Par K.Issam

La CREG table sur une puissance maximale (PMA) de 11.760 MW et une production de 68.000 GWh à l'horizon 2019. Pour satisfaire la demande projetée sur la période 2010-2019 et faire face aux limitations dues à l'effet de température, la puissance additionnelle proposée sur la période 2016-2019 est de 2.940 MW. Les prévisions de la demande en électricité, qui correspond à une relance économique soutenue, fait ressortir, à l'horizon 2019, une PMA de 14.530 MW et une énergie produite de 83.420 GWh.

La CREG table sur l'introduction de 6% à 8% de la production électrique d'origine renouvelable à l'horizon 2020, selon son Programme indicatif des besoins en moyens de production d'électricité pour la période 2010-2019. Cela permettrait d'atteindre une capacité d'énergie renouvelable de 1.675 MW en 2019, à installer à partir de 2015 à raison de 335 MW/an. Le gain cumulé en consommation de gaz en 2019 serait de 3,6 milliards de m³, selon la projection de la Creg. Pour la production et la Puissance maximum appelée (PMA) de l'électricité, la Creg mise, à l'horizon 2019, sur un taux de croissance de 7% pour la première et 7,2% pour la deuxième, dans le scénario fort. Renforcement de la production de 2.400 Mwatts La Creg indique qu'il a été décidé le renforcement, sur la période 2013-2015, du parc de production par une capacité de 2.400 MW dont 800 MW par les centrales turbine gaz et 1.600 MW centrales à cycle combiné.

Pour faire face à la demande prévue dans ce scénario, il est nécessaire de réaliser, en plus de la capacité décidée dans le programme indicatif 2008-2017, une capacité additionnelle de 6.500 MW sur la période 2013-2019.

06 October, 2010
Le Financier- 07/10/2010



SALON INTERNATIONAL DES ENERGIES RENOUVELABLES : 150 exposants, parmi lesquels une trentaine d'étrangers, sont attendus

Par Kezoul L

Un appel a également été lancé en direction des inventeurs qui pourront, à cette occasion, présenter et promouvoir leurs produits et découvertes. A quelques jours de son ouverture, le premier Salon international des Energies renouvelables et de la maîtrise d'énergie (Siereme), qui se tiendra du 11 au 15 octobre prochains au Palais des expositions des Pins maritimes, a déjà reçu confirmation de participation de plus d'une centaine d'opérateurs aussi bien nationaux et étrangers. La société organisatrice Batimatec Expo, continue à recevoir chaque jour de nombreuses intentions à cette importante manifestation accompagnée par l'APRUE et placée sous le haut patronage du Chef de l'Etat. Environ 150 exposants, parmi lesquels une trentaine d'étrangers, sont attendus, selon cette même source, qui met en relief le thème particulièrement porteur des énergies renouvelables devant lequel s'ouvrent d'intéressantes perspectives de développement à travers le monde. L'industrie des énergies renouvelables alternatives aux produits fossiles et les technologies visant à rationaliser leur utilisation connaissent, en effet, un développement sans précédent qui préfigure une refonte des modèles de croissance de plus en plus soucieux de la préservation de l'environnement. L'Algérie, qui ne peut échapper à cette nouvelle démarche développementale devrait, d'ores et déjà, s'y préparer en engageant des actions multiformes, parmi lesquelles la communication et le marketing, visant à promouvoir les énergies alternatives et devraient figurer en bonnes places. Le Salon Siereme, qui donnera l'occasion aux opérateurs concernés (industriels, promoteurs immobiliers, maîtres d'ouvrages publics et privés, auto constructeurs, universitaires, chercheurs, etc.) de prendre, connaissance des innovations en matière d'utilisation et de préservation d'énergies renouvelables, a précisément été conçu à cet effet. Un espace important sera alloué gratuitement aux petites entreprises et artisans du secteur des énergies renouvelables, afin de les encourager à participer au Salon, nous apprend le PDG de Batimatec Expo. Un appel a également été lancé en direction des inventeurs qui pourront, à cette occasion, présenter et promouvoir leurs produits et découvertes. Quelques intentions de participer seraient déjà parvenues au bureau des organisateurs. De nombreuses Ambassades auraient également pris attache avec les organisateurs du Salon dans le but d'offrir à certaines de leurs entreprises l'occasion de présenter des produits et équipements innovants, utilisant ou produisant des énergies renouvelables. A noter l'organisation en marge du Siereme, de journées techniques supervisées par l'Aprue avec, à la clé, des conférences animées par des experts algériens et étrangers, la diffusion des programmes d'équipements (appel d'offres de l'Aprue pour l'acquisition de 400 chauffe-eau solaires, équipement de maîtrise d'énergie en faveur de 600 logements, etc.). L'Agence française de la maîtrise de l'énergie (ADME) sera présente pour animer une journée technique sur l'efficacité énergétique des bâtiments. Le Siereme, dont la préparation se déroule sous de très bons auspices, devrait accueillir environ 15 000 visiteurs, selon les pronostics du PDG de Batimatec Expo.

Le Financier- 30/09/2010

Renforcement de 6 à 8% de production électrique d'origine renouvelable à l'horizon 2020 : Le salut énergétique est dans le solaire et l'éolien

06 October, 2010

Par K.Issam

La CREG table sur une puissance maximale (PMA) de 11.760 MW et une production de 68.000 GWh à l'horizon 2019. Pour satisfaire la demande projetée sur la période 2010-2019 et faire face aux limitations dues à l'effet de température, la puissance additionnelle proposée sur la période 2016-2019 est de 2.940 MW. Les prévisions de la demande en électricité, qui correspond à une relance économique soutenue, fait ressortir, à l'horizon 2019, une PMA de 14.530 MW et une énergie produite de 83.420 GWh.

La CREG table sur l'introduction de 6% à 8% de la production électrique d'origine renouvelable à l'horizon 2020, selon son Programme indicatif des besoins en moyens de production d'électricité pour la période 2010-2019. Cela permettrait d'atteindre une capacité d'énergie renouvelable de 1.675 MW en 2019, à installer à partir de 2015 à raison de 335 MW/an. Le gain cumulé en consommation de gaz en 2019 serait de 3,6 milliards de m³, selon la projection de la Creg. Pour la production et la Puissance maximum appelée (PMA) de l'électricité, la Creg mise, à l'horizon 2019, sur un taux de croissance de 7% pour la première et 7,2% pour la deuxième, dans le scénario fort.

Renforcement de la production de 2.400 Mwatts

La Creg indique qu'il a été décidé le renforcement, sur la période 2013-2015, du parc de production par une capacité de 2.400 MW dont 800 MW par les centrales turbine gaz et 1.600 MW centrales à cycle combiné.

Pour faire face à la demande prévue dans ce scénario, il est nécessaire de réaliser, en plus de la capacité décidée dans le programme indicatif 2008-2017, une capacité additionnelle de 6.500 MW sur la période 2013-2019.

Devant la frilosité des politiques : Les scientifiques font le forcing pour les énergies renouvelables

13 October, 2010

Par Kezoul L

Les participants au 1^{er} Séminaire international sur les énergies nouvelles et renouvelables, tenu à Ghardaïa abondent dans le même sens. Quelque 15.000 visiteurs et 50 exposants sont attendus au Salon international des énergies renouvelables, des énergies propres et du développement durable (ERA 2010), prévu à Tamanrasset du 19 au 21 octobre. Les énergies renouvelables font brusquement débat en Algérie, du moins au sein de la communauté des chercheurs.

Ce regain d'intérêt pour ce type d'énergie contraste avec le silence, ou le manque d'ambition du gouvernement, même si on parle de «signal fort des pouvoirs publics pour développer les énergies renouvelables ». L'Algérie va diversifier dans les dix prochaines années ses sources d'énergie en développant davantage les investissements pour l'exploration de gisements de gaz et la production de l'énergie non fossile.

C'est à partir du Canada où il a participé au Congrès mondial de l'énergie que M.Youcef Yousfi, ministre de l'Énergie et des Mines, a annoncé que l'Algérie va commencer à explorer des gisements de gaz de type non conventionnel et étudier l'utilisation de l'énergie nucléaire dans le cadre de sa stratégie visant à diversifier ses sources d'énergie. Le ministre algérien a confirmé, à l'occasion, l'option des énergies non fossiles prise par l'Algérie à l'horizon 2020, tablant davantage sur les avantages comparatifs des énergies renouvelables, notamment le nucléaire et le solaire. L'Algérie avec une durée d'ensoleillement d'environ 3.500 h/an se place indéniablement parmi les pays de grandes potentialités dans le domaine des énergies renouvelables.

C'est pour cela qu'elle suscite l'intérêt des entreprises étrangères, notamment allemandes. Des responsables allemands ne se privent pas de souligner qu'il est incompréhensible pour la région du Maghreb de se lancer dans l'industrie nucléaire, lorsqu'on a l'un des plus grands potentiels solaire du monde.

Et le potentiel de l'Algérie en énergie renouvelable est le plus important d'Afrique du Nord. Par sa situation privilégiée, l'Algérie dispose du plus grand gisement solaire du bassin méditerranéen. Les chercheurs l'ont compris.

Lors d'une Journée technique organisée en marge du 1^{er} Salon international des énergies renouvelables, le Directeur général de l'Agence nationale pour la promotion et la rationalisation de l'utilisation de l'énergie (APRUE), M. Bouzeriba Mohamed Salah a mis en avant la nécessité de donner naissance à cette industrie qui connaîtra, à son avis, » un développement adéquat dans le futur ». Des chercheurs à Ghardaïa ont souligné certains des avantages de l'utilisation de l'énergie solaire pour la préservation de l'environnement, en

évitant l'utilisation du carburant pour les groupes électrogènes et l'économie dans le transport. Mais, ils ont aussi évoqué le problème du coût de l'énergie d'origine photovoltaïque et éolienne, très élevé par rapport à celui de l'électricité conventionnelle. Cependant ont-ils signalé, que l'énergie solaire et éolienne est compétitive sur le plan coût, lorsque les sites sont favorables, en évoquant aussi l'état général de la recherche orientée vers l'amélioration des performances des générateurs photovoltaïques et éoliens. Ils ont, par ailleurs, insisté sur l'élaboration des Atlas et des cartes des sites d'énergie éolienne et solaire en Algérie afin de rentabiliser cette énergie. Pour comprendre toute l'importance d'investir dans ces énergies, il faut peut être se référer aux prévisions de la Commission de régulation de l'électricité et du gaz.

La croissance de la consommation électrique devrait atteindre des taux variant entre 5% et 7% selon le scénario (moyen ou fort), signale un programme indicatif des besoins en moyens de production de l'électricité pour la période 2010-2019. Du Coup, la Commission de régulation de l'Electricité et du gaz (Creg) table sur l'introduction de 6% à 8% de la production électrique d'origine renouvelable à l'horizon 2020, selon son Programme indicatif des besoins en moyens de production d'électricité pour la période 2010-2019. Deux scénarios d'intégration d'énergie de sources renouvelables, à partir de 2015, sont élaborés par la Creg, le premier prévoyant l'introduction de 8% de la production à l'horizon 2020, alors que le second se limite à 6%. Ainsi le premier scénario table sur une introduction de 8% de la production en énergie renouvelable en 2020, dont 6% en solaire, 1,8% en photovoltaïque et le reste (0,2%) en éolien.

Cela permettrait d'atteindre une capacité d'énergie renouvelable de 1.675 MW en 2019, à installer à partir de 2015 à raison de 335 MW/an. Le gain cumulé en consommation de gaz en 2019 serait de 3,6 milliards de m³, selon la projection de la Creg. Quant au deuxième scénario, il considère une introduction de 6% de la production en énergie renouvelable à l'horizon 2020, dont 4% en solaire, 1,3% en photovoltaïque et le reste (0,7%) en éolien. Il en résulte une capacité de 1.180 MW à l'horizon 2019, à installer à partir de 2015, à raison de 235 MW/an. Le gain cumulé en gaz naturel en 2019 serait, dans ce cas, de 2,4 milliards de m³.

Les nippons font le forcing pour les énergies renouvelables : Appolo contre Desertec

17 December, 2010



A peine quelques jours après que le président Bouteflika, en visite en Allemagne, ait donné sa bénédiction à la coopération dans le projet Desertec, les japonais reviennent à la charge pour présenter leur projet de production des énergies renouvelables à partir du solaire, notamment un ambitieux projet de production d'énergie à partir du silicium.

Par N.Benchaa

A peine quelques jours après que le président Bouteflika, en visite en Allemagne, ait donné sa bénédiction à la coopération dans le projet Desertec, les japonais reviennent à la charge pour présenter leur projet de production des énergies renouvelables à partir du solaire, notamment un ambitieux projet de production d'énergie à partir du silicium.

Ce projet a été présenté mercredi à Alger lors d'un séminaire regroupant des cadres et universitaires algériens et une vingtaine de leurs homologues japonais. La bataille s'annonce donc rude dans ce domaine stratégique des énergies renouvelables et l'Algérie, de par son potentiel naturel propice au développement de telles énergies et ses ressources financières, est au centre de tous les intérêts. Le forcing opéré par les entreprises allemandes et espagnoles associées dans le projet Desertec avait d'abord buté aux tergiversations, voire le rejet des officiels algériens, ce qui a laissé une fenêtre ouverte aux japonais pour tenter de placer leur projet «Appolo». Entre-temps, Bouteflika donne son aval au projet Desertec. Cela n'empêche pas le ministre des affaires étrangères nippon à l'occasion de sa visite à Alger, de revenir à la charge. L'effort marketing politique du diplomate est relayé immédiatement par du concret : De hauts responsables de firmes japonaises, leaders mondiales dans le domaine des énergies renouvelables, comme «Mitsubishi Heavy Industries» et «Toshiba Corporation» sont venues

présenter leur expérience dans ce secteur et manifesté l'intérêt particulier qu'ils portent au marché algérien. «L'intérêt que nous portons pour le marché algérien a une double motivation : les capacités financières de l'Algérie et son important potentiel en matière de ressources naturelles, notamment le soleil et le gaz naturel», a expliqué à l'APS un haut responsable du «Japan cooperation center for the middle east», M. Takashi Oya. Les membres de la délégation japonaise, qui accompagnaient le ministre des affaires étrangères nippon, ont saisi l'occasion de cette première visite en Algérie pour tenter de nouer des partenariats avec des firmes et universités nationales dans le domaine des "énergies vertes". Une des technologies phares présentées lors de ce séminaire, qui se veut une introduction du «savoir-faire» japonais en Algérie, la production d'électricité à partir de l'énergie solaire, moyennant du gaz naturel au lieu de l'eau actuellement. Même si le projet Desertec a fait beaucoup de bruit, «Appolo» a l'avantage de répondre aux exigences algériennes en la matière : le transfert de technologie, la fabrication locale d'équipements adéquats et l'exportation du surplus de production, notamment vers l'Europe. Le projet Desertec ne serait intéressé que par les surfaces ensoleillées du Sahara et du nord du pays. L'Algérie ne serait qu'une assiette foncière solaire. Avec les japonais, l'Université des sciences d'Oran (USTO) disposerait d'un centre de recherche sur le développement des technologies solaires qui serait intégré dans ce projet. Les japonais auraient également prévu de produire le silicium avec le sable du désert, silicium qui sert à la fabrication des panneaux photovoltaïques

Dans ce contexte, M. Boudghène Stambouli Amine, professeur à l'Université des Sciences et de la Technologie d'Oran (USTO) a rappelé que la coopération algéro-japonaise dans le domaine des énergies renouvelables a déjà débuté par la signature en août dernier d'un accord sur un projet très ambitieux : le «Sahara Solar Breeder Super Apollo Project». Financé à hauteur de 5 millions de dollars par le Japon, les premiers éléments de la réalisation de ce projet débiteront à compter de janvier 2011 : ils consistent dans un premier temps à monter une usine pilote en Algérie pour la fabrication du silicium, utilisé dans l'industrie des panneaux solaires. Selon les spécialistes des énergies vertes, il est une des alternatives à d'autres projets présentés dans le domaine des énergies propres. Néanmoins, Desertec, outre l'appui du président de la République, bénéficie du soutien et de l'implication d'une grosse pointure en matière d'investissement à savoir, CEVITAL qui fait partie du consortium d'entreprises qui ont lancé Desertec en 2009 et dont le PDG Issaad Rebrab se dit « très satisfait de l'accord du président Bouteflika au projet Desertec (...) Ce projet est dans l'intérêt de l'Algérie. Les énergies fossiles que nous utilisons aujourd'hui vont s'épuiser alors que le solaire est inépuisable, propre et gratuit. Nous avons un vaste territoire pour étendre les panneaux solaires. Il suffit de 3% de la surface du Sahara pour satisfaire les besoins en électricité du Maghreb et de l'Europe », a expliqué Rebrab qui a également estimé que le solaire est meilleur que le nucléaire pour produire de l'électricité. « Le coût d'une centrale solaire est inférieur à celui d'une centrale nucléaire. Le solaire est écologique et sans risques alors, que le nucléaire consomme de l'uranium, dégage des déchets dangereux et représente un risque pour les populations et l'environnement », a-t-il dit.

Le groupe Cevital compte investir plus de 600 millions de dollars dans la réalisation d'une usine de fabrication de panneaux solaires. « Cette usine sera intégrée à 95%. Sa capacité annuelle est l'équivalent d'une centrale solaire de 600 MW par an », a précisé M. Rebrab. Cevital compte aussi investir dans la fabrication de cheminées solaires. L'Algérie n'a pas de problème de technologie pour développer le solaire. « Notre usine sera intégrée à 95%, ce qui répond parfaitement au souci des pouvoirs publics » d'avoir une industrie solaire algérienne.

Les projets Desertec et Transgreen n'ont pas séduit l'Algérie

La primauté sera donnée au programme solaire national

Construire des capacités additionnelles de production d'électricité à partir du solaire, était bel et bien une idée algérienne, mais sans qu'aucune initiative ne soit lancée. Le moment est peut-être propice pour l'Algérie de réapproprier l'idée de produire de l'électricité pour le marché national et conquérir, en suite, le marché régional. Les deux initiatives lancées par les deux pays les plus influents au sein de l'Europe des 27 pour fournir au continent européen l'énergie électrique qui proviendrait des installations solaires en plein désert algérien, pourraient être concurrencées, directement par une autre initiative qui émanerait du gouvernement algérien. La Allemagne avec son projet Transgreen, qui sera probablement intégré dans le plan solaire méditerranéen dans le cadre de l'Union pour la Méditerranée, et le projet allemand Desertec, devront faire mieux pour faire adhérer l'Algérie à ces projets qui nécessitent des fonds colossaux. Doté d'un fort potentiel d'ensoleillement et sa situation géographique, notre pays est un partenaire incontournable dans la mise en Allemagne des plans solaires transméditerranéens. Actuellement en valse-hésitation à rallier l'un de ces projets, l'Algérie veut donner la primauté à son propre programme solaire. Pour reprendre les propos du président-directeur général du groupe Sonelgaz, M. Noureddine Bouterfa, « l'Algérie compte développer sa propre stratégie de développement des énergies renouvelables ». M. Bouterfa a laissé entendre hier, en marge de la cérémonie de signature des nouveaux statuts de l'EPE AMC, que l'Algérie ne cautionne, pour l'instant, ni le projet allemand ou encore moins l'initiative française. « L'Algérie n'est ni pour ni contre ces projets » a-t-il affirmé. « On a notre propre stratégie de développement des énergies renouvelables », a-t-il renchérit en défendant que l'idée du solaire est une idée algérienne. Le P-DG de Sonelgaz, rappellera, dans ce sens, la consistance du programme national du développement des énergies renouvelables. La Sonelgaz a engagé en Algérie un programme d'électrification du Grand Sud algérien par des installations photovoltaïques qui seront fournies par l'industrie locale. En effet, « après son ralliement officiel à Sonelgaz en 2009, Rouiba Eclairage s'est lancé dans la fabrication de modules photovoltaïques qui interviendra à l'horizon de 2012 », a rappelé M. Bouterfa, qui citera également la mise en place d'une centrale hybride fonctionnant à l'énergie solaire et au gaz naturel, au Sud algérien, près d'Hassi R'mel. Equipée d'une puissance de 160 MW, cette centrale sera opérationnelle vers la fin de l'année en cours. Se contentant de son propre programme solaire, qui sera appelé à se développer pour pénétrer le marché de l'électricité qui provient du solaire à l'export, et forte de son statut de partenaire incontournable pour la mise en Allemagne de n'importe quel projet solaire dans le bassin méditerranéen, l'Algérie temporise avant de s'engager de s'engager, afin de tirer profit au maximum de ce genre d'investissement, certes prometteur pour l'Algérie, mais qui nécessite des fonds astronomiques. De plus, si l'Algérie vient à s'engager dans telle ou telles initiatives quel sera le prix de son engagement à accueillir des installations photovoltaïques qui ont besoin de surfaces énormes ? S'interroge le P-DG de Sonelgaz qui indiquera, en somme, que l'Algérie tâte le terrain avant de se décider à rejoindre ces projets. Ainsi, le gouvernement ne veut pas s'engager dans la précipitation qui pourrait léser l'Algérie.

Ferhat Y.

Energie solaire

L'Algérie tient-elle encore au projet Desertec ?

Le méga projet « Desertec » qui consiste à produire de l'électricité solaire en Afrique du nord destinée aux pays de la région et de l'Europe intéresserait-il encore l'Algérie ? Si le ministre de l'Energie et des Mines a déclaré que l'Algérie entendait lancer un projet plus ambitieux que le jetant un sérieux doute sur l'aboutissement du projet allemand dans notre pays, les nouvelles déclarations Desertec du PDG de Sonelgaz ont de quoi rendre perplexe. En effet, M. Noureddine Boutarfa a indiqué hier lors du congrès mondial de l'énergie que le « Desertec », a des défenseurs mais également des opposants,. « Le projet qui est au début de sa phase de séduction rallie des supporters mais connaît également des détracteurs », a –t-il ajouté. Notant avec satisfaction que l'idée de ce projet a fait son chemin, le dirigeant de Sonelgaz a constaté cependant qu'elle pourrait être concurrencée par le Plan solaire méditerranéen, initié par la Allemagne dans le cadre de l'Union pour la Méditerranée (UPM). M.Boutarfa qui n'a à aucun moment évoqué l'option de l'abandon de ce projet par l'Algérie s'est, au contraire, félicité de l'avancement de Desertec. « Le projet qui est au début de sa phase de séduction rallie des supporters mais connaît également des détracteurs ». M.Boutarfa a, en revanche, fait savoir que Desertec pourrait être concurrencé par le Plan solaire méditerranéen, initié par la Allemagne dans le cadre de l'Union pour la méditerranée (UPM). « Le projet Desertec se développe parallèlement au Plan solaire méditerranéen qui prévoit la construction de centrales solaires d'une capacité totale de 20 GW à l'horizon 2020 », dit-il. M. Boutarfa a signalé au panel des responsables et d'experts qui animaient cette table-ronde que l'idée du projet est algérienne et qu'elle a été reprise ensuite par la fondation Desertec sous l'auspice du club de Rome et de l'association Transmed pour la coopération sur les énergies. En effet, a-t-il poursuivi, Desertec avait été évoqué par l'Algérie en 1993 à Tunis lors de la conférence sur le développement et le fonctionnement des grands réseaux interconnectés, organisée par l'ancienne UNIPED. L'Algérie avait alors présenté un projet futuriste de production dans le Sahara algérien de 100 GW en énergie solaire, qu'elle a encore évoqué une autre fois lors de la réunion interministérielle sur les interconnexions Maghreb-Europe tenue à Alger en septembre 1995 et qui a regroupé les ministres chargés de l'énergie d'Algérie, d'Allemagne, du Maroc, de Tunisie, de Libye, et d'Egypte. « L'Afrique, dont les idées sont souvent reprises par d'autres, ne doit pas rater le train de la transition en maîtrisant la technologie nécessaire à l'utilisation de ses potentialités énergétiques notamment celles des énergies renouvelables », a-t-il soutenu. Le dirigeant de Sonelgaz a précisé au panel que ce projet, dont le coût pourrait s'élever 500 milliards de dollars, vise à la fois à répondre en grande partie aux besoins des pays d'Afrique du nord et du moyen orient et à fournir dans un premier temps 15% de l'électricité nécessaire à l'Europe. Un tel projet devrait pouvoir fournir avant 2050 plus de 50% des besoins en électricité de l'Afrique du nord, de l'Europe et Moyen-Orient, selon M. Boutarfa. La société « DII GmbH » créée en 2009 à l'effet d'initier toute action permettant d'accélérer la mise en Allemagne du projet mène actuellement des études de faisabilité. M. Boutarfa a par ailleurs noté que l'Afrique dont la demande en énergie reste croissante et insatisfaite a besoin de faire aboutir des grands projets comme Desertec, Inga ou le Transafrican gas pipeline (TSGP – reliant le Nigeria à l'Europe via l'Algérie). Mais la réussite de Desertec et du TSGP dépendra de l'intérêt des bénéficiaires à promouvoir le

concept de complémentarité afin d'utiliser avec une plus grande rationalité économique les ressources naturelles, industrielles et humaines africaines existantes, a-t-il tenu à souligner. Alors que l'Afrique peine à atteindre les 30% d'accès à l'électricité, les autres régions en développement atteignent des seuils de 70% à 90%, a-t-il relevé, indiquant que la consommation énergétique en Afrique est la plus basse au monde, représentant moins d'un tiers de la moyenne mondiale.

Samira G.

15/09/2010

Creg

Introduction de 6 à 8% de production électrique d'origine renouvelable à l'horizon 2020

07/10/2010 2010-10-07

La Commission de régulation de l'Electricité et du gaz (Creg) table sur l'introduction de 6% à 8% de la production électrique d'origine renouvelable à l'horizon 2020, selon son Programme indicatif des besoins en moyens de production d'électricité pour la période 2010-2019. Deux scénarios d'intégration d'énergie de sources renouvelables, à partir de 2015, sont élaborés par la Creg, le premier prévoyant l'introduction de 8% de la production à l'horizon 2020, alors que le second se limite à 6%. Ainsi le premier scénario table sur une introduction de 8% de la production en énergie renouvelable en 2020, dont 6% en solaire, 1,8% en photovoltaïque et le reste (0,2%) en éolien. Cela permettrait d'atteindre une capacité d'énergie renouvelable de 1.675 MW en 2019, à installer à partir de 2015 à raison de 335 MW/an. Le gain cumulé en consommation de gaz en 2019 serait de 3,6 milliards de m³, selon la projection de la Creg. Quant au deuxième scénario, il considère une introduction de 6% de la production en énergie renouvelable à l'horizon 2020, dont 4% en solaire, 1,3% en photovoltaïque et le reste (0,7%) en éolien. Il en résulte une capacité de 1.180 MW à l'horizon 2019, à installer à partir de 2015, à raison de 235 MW/an. Le gain cumulé en gaz naturel en 2019 serait, dans ce cas, de 2,4 milliards de m³. Pour la production et la Puissance maximum appelée (PMA) de l'électricité, la Creg mise, à l'horizon 2019, sur un taux de croissance de 7% pour la première et 7,2% pour la deuxième, dans le scénario fort. Dans le scénario moyen, la production devrait augmenter, pour la même période, de 5%, alors que le taux de croissance de la PMA serait de 4,9%. Quant à la capacité totale du parc de production de référence, en considérant les puissances développables des groupes existants, elle est estimée à 9.109 MW, alors que les capacités à déclasser sur la période 2009-2019 sont de 2.536 MW. La capacité totale des centrales en construction est de 2.550 MW. La Creg indique qu'il a été décidé le renforcement, sur la période 2013-2015, du parc de production par une capacité de 2.400 MW dont 800 MW par les centrales turbine gaz et 1.600 MW centrales à cycle combiné. Concernant la demande, la prévision table sur une PMA de 11.760 MW et une production de 68.000 GWh à l'horizon 2019, et ce, dans le scénario moyen. Pour satisfaire la demande projetée sur la période 2010-2019 et faire face aux limitations dues à l'effet de température, dans ce même scénario, la puissance additionnelle proposée sur la période 2016-2019 est de 2.940 MW. Le scénario fort des prévisions de la demande en électricité, qui correspond à une relance économique soutenue, fait ressortir, à l'horizon 2019, une PMA de 14.530 MW et une énergie produite de 83.420 GWh. Pour faire face à la demande prévue dans ce scénario, il est nécessaire de réaliser, en plus de la capacité décidée dans le programme indicatif 2008-2017, une capacité additionnelle de 6.500 MW sur la période 2013-2019. Il est utile de rappeler que le ministre de l'Energie et des Mines a indiqué dimanche à Laghouat que l'énergie solaire est partie intégrante de la stratégie de consolidation du pays. « L'Algérie aspire à développer, à l'avenir, cette source d'énergie renouvelable. M. Yousfi a indiqué que "cet ambitieux projet énergétique,

premier du genre à échelle nationale, permettra d'étudier les technologies utilisées et d'évaluer les coûts financiers, pour un éventuel recours à ce genre de technologies pour de futurs autres projets de centrales.

Youcef Yousfi a fait état de l'existence d'autres projets en perspective pour la production électrique à partir des énergies solaire et éolienne, aux fins d'une meilleure exploitation des ressources énergétiques existantes. Il a, à ce titre, présenté la production électrique comme étant l'une des priorités du pays dont il appartient d'en étudier les techniques de mise en œuvre, tout en mettant en exergue l'importante réalisation du projet de centre national des énergies renouvelables (CNER) qui viendra renforcer prochainement les installations de la zone industrielle de Hassi R'mel. Notons dans ce sens que Sonelgaz compte investir dans la production d'énergie électrique d'origine solaire.

A cette fin, sa filiale SPE, qui contrôle 75% des capacités de production d'électricité, est chargée d'installer entre 2013 et 2020 une capacité de production d'électricité d'origine solaire totalisant 365 MW. Le rythme de réalisation sera de 10 MW en 2013 puis 50 MW/an à partir de 2014. En parallèle, un programme d'électrification des villages isolés du Sud est en cours de réalisation ainsi que la création d'une unité de fabrication de cellules photovoltaïques par Sonelgaz à Rouiba et dont le premier panneau est prévu pour 2012 avec une production de 50 MW/AN. Ainsi, les énergies renouvelables pourraient contribuer dans la production de l'énergie en Algérie à hauteur de 5 % en 2017 et de 35% en 2040. Notons que le prototype du premier panneau solaire photovoltaïque "made in Algeria" sortira en juin prochain des laboratoires de l'Unité de développement de technologie du silicium (UDTS) en partenariat avec le Centre de développement des énergies renouvelables de Bouzaréah. La fabrication en Algérie des panneaux solaires photovoltaïques, après le lancement de ce prototype, devra permettre aux utilisateurs d'acquérir ces équipements à un prix allant entre 15.000 et 25.000 DA l'unité contre un coût à l'importation de 50.000 DA l'unité. Il convient de rappeler aussi que le groupe Sonelgaz a engagé un programme ambitieux dans le photovoltaïque. Il s'agit d'un programme d'électrification des zones du Grand Sud algérien par des systèmes photovoltaïques, de près de 10 millions d'euros. Citons, entre autres, le projet de construction d'une usine de fabrication de modules photovoltaïques. La date de production de l'usine est prévue au plus tard pour le mois de septembre 2012. Notons, d'un autre côté, que le Centre de développement des énergies renouvelables (CDER) a réalisé un travail indispensable pour la promotion des énergies renouvelables, un projet qui occupe une place prépondérante dans le programme du gouvernement. Ainsi, une cartographie des énergies renouvelables a été établie. Un travail qui permettra à l'Algérie d'identifier les gisements, les quantifier, notamment pour ce qui est des énergies solaire et éolienne.

Samira G.

LE MAGHREB

Développement des énergies renouvelables

Les chercheurs algériens mis à contribution

10/10/210

Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique entend mettre en place des programmes nationaux de recherche (PNR) en énergies renouvelables. Dans ce contexte, un appel a été lancé aux chercheurs algériens afin de se constituer en équipes afin d'adresser des soumissions à partir du 15 octobre. Le projet doit être soumis par équipe de 3 à 6 chercheurs (pouvant inclure des chercheurs provenant d'établissements hors Algérie, des doctorants issus du système LMD, du personnel de soutien). Le projet doit obligatoirement être multisectoriel, au moins deux secteurs. Pour saisir la portée des énergies renouvelables en Algérie et les enjeux considérables qu'elles sous-entendent, il convient tout d'abord de rappeler les ressources considérables et inépuisables existantes de ces énergies non encore exploitées à savoir le gisement solaire exceptionnel qui couvre une superficie de 2.381.745 Km², avec plus de 3000 heures d'ensoleillement par an et l'existence d'un potentiel énergétique appréciable éolien et géothermique facilement mobilisable. Par ailleurs, ces énergies sont propres, renouvelables et s'utilisent là où elles se trouvent et leur caractère décentralisé convient bien à l'état éparpillé des zones à faible densité de population. En conséquence, elles peuvent contribuer à la protection de l'environnement et être considérées comme une alternative d'avenir aux énergies conventionnelles. Ces énergies sont pour l'avenir du monde rural et contre son isolement pour la santé et l'alimentation en eau, contre la déforestation et pour les télécommunications. Ce qui induit la stabilisation des populations sur leurs lieux d'origine avec des perspectives prometteuses quant à leurs conditions de vie. La ratification du protocole de Kyoto et la loi sur la promotion des énergies renouvelables dans le cadre du développement durable sont venues confirmer la volonté politique algérienne et l'engagement de notre pays pour l'exploitation de ces ressources naturelles renouvelables et non polluantes, grâce à une mobilisation accrue des efforts de recherche/développement pour la maîtrise des technologies mises en Allemagne dans les installations de conversion des énergies renouvelables de puissance. La recherche scientifique et le développement technologique dans le domaine des énergies renouvelables se feront autour de programmes spécifiques ayant un impact direct sur la réalité socioéconomique du pays. Les principaux objectifs scientifiques assignés à chacun des programmes consistent à évaluer les gisements énergétiques renouvelables, à maîtriser et optimiser les procédés de conversion, de transformation et de

	<p>stockage de ces énergies et à développer un savoir-faire nécessaire, allant de l'étude jusqu'à la réalisation des installations sur site. Les prochaines années s'annoncent prometteuses pour les énergies renouvelables. La lutte contre le changement climatique, le développement de la production électrique décentralisée ou centralisée et le progrès technique devraient donner un essor à ces filières. Le programme mis en place ces dernières années, sur les énergies renouvelables et le développement durable, est un signal suffisamment fort en direction de la communauté des chercheurs nationaux et internationaux pour affirmer l'adhésion de notre pays aux développements des ressources renouvelables et leurs applications. Par ailleurs, en vue de consolider les acquis du programme national antérieur de recherche dans le domaine des énergies renouvelables, les actions à entreprendre visent l'évaluation du gisement énergétique y afférent, à développer les techniques, les procédés, les matériaux ainsi que la maîtrise des systèmes. Ces actions doivent se concrétiser sur le terrain avec un impact socioéconomique visible sur la base d'études pertinentes.</p> <p>Samira G.</p>
--	--

LE MAGHREB

Renouvelables et de la Maîtrise d'Énergie	
	Salon international des Energies Un rendez-vous incontournable
	10/10/2010
	<p>Organisé par Batimatec Expo, le salon international des énergies renouvelables et de la maîtrise d'énergie se tiendra du 11 au 15 octobre 2010 au Palais des Expositions de la Safex aux Pins Maritimes, à Alger. Pour sa première édition, ce salon des industries et procédés d'exploitation des énergies renouvelables regroupera un grand nombre d'exposants, fournisseurs et prestataires de service du domaine et plus particulièrement celui lié aux technologies énergétiques innovantes. La présence d'organismes et centres de recherche / développement et de formation offrira les solutions tant attendues en matière de développement des compétences nationales et de la maîtrise des projets énergétiques. Des solutions qui pourront contribuer à l'émergence progressive d'une industrie nationale qui prendrait en charge la fabrication des équipements de la filière. Cette première édition sera empreinte très fortement par l'effort de construction que l'Etat algérien entreprend à la faveur du nouveau plan de développement quinquennal 2010-2014, notamment dans le domaine de sa politique énergétique à moyen et long termes. Une prodigieuse offre publique de travaux qui offre d'innombrables opportunités d'affaires aussi bien aux entreprises nationales qu'étrangères et qui constitue une occasion exceptionnelle pour le développement de relations partenariales. Batimatec Expo est</p>

	<p>une société de droit privé qui a été créée à la suite du redéploiement de la société Spa Batimatec en 2002 . Son capital social est de 1 million de dinars. Le siège social est implanté à Draria (Alger). L'activité principale de Batimatec Expo est orientée vers la prestation de services en relation avec l'organisation et la gestion des foires et salons ou tout autre manifestation à caractère économique, scientifique et culturel. La société assure la maîtrise d'œuvre, de la phase conception jusqu'au suivi de déroulement de toute manifestation (salons, foires séminaires et autres) et utilise à cet effet un réseau de sous-traitance très efficace dans les domaines les plusieurs importants de l'activité (design, infographie, imprimerie, reprographie et photographie). Grâce au tissu relationnel qu'elle a développé avec des professionnels hautement qualifiés, elle peut compter à tout moment et en toute circonstance sur le concours des meilleurs spécialistes de la branche d'activité à l'échelle nationale.</p> <p>En terme de référence, la société Batimatec Expo a à son actif l'organisation en partenariat avec la Société algérienne des foires et Expositions (EPE/SPA Safex) du salon international du bâtiment, des matériaux de construction et des Travaux publics qui est considéré aujourd'hui comme le plus important salon du genre à l'échelle continentale. Cette manifestation qui se tient régulièrement chaque année regroupe environ 800 exposants dont la moitié est constituée de sociétés étrangères. La superficie de l'exposition est de plus de 22 000 m² .</p> <p>S.G.</p>
--	--

LE MAGHREB

Ouverture à Alger du 1^{er} Salon international des énergies renouvelables « Siereme 2010 »

	12/10/2010
	<p>Le premier Salon international des énergies renouvelables et de la maîtrise de l'énergie (Siereme 2010) a ouvert ses portes hier au Palais des expositions (Pins maritimes – Alger), avec la participation d'une quarantaine d'entreprises, algériennes pour la plupart. Le salon a été inauguré par le Secrétaire général du ministère de l'Energie et des Mines, M. Fayçal Abbas, qui a souligné que les énergies renouvelables n'étaient pas actuellement « très bien développées en Algérie ». A cet effet, il a rappelé que le ministère « a un programme important de développement de ces énergies notamment dans les régions isolées du Sud et des Hauts plateaux », précisant que l'objectif est « d'accroître ces énergies propres même si elles restent très coûteuses par rapport aux énergies classiques ». Il a indiqué, en outre, que ce salon « va permettre de faire connaître les entreprises qui se lancent dans ce créneau ». Le même responsable a réaffirmé que l'Algérie ambitionne de produire près de 5% de son énergie d'ici 2015 en utilisant les énergies renouvelables, précisant que la centrale hybride (gaz, solaire) de Hassi R'mel sera opérationnelle en début 2011. Pour sa part, le Directeur général de l'Agence nationale pour</p>

la promotion et la rationalisation de l'utilisation de l'énergie (APRUE), M. Bouzeriba Mohamed Sallah a indiqué que son institution « développe plusieurs projets dans le cadre du programme national de l'énergie 2010 ». Ces projets concernent notamment « la diffusion de 400 chauffe-eau solaire », le développement de l'efficacité énergétique dans les secteurs de l'industrie et du bâtiment et la promotion du GPL/C. M. Bouzeriba a tenu à souligner que le développement de ces projets « se fera à l'aide des mécanismes de financements mis en place par la Banque de développement local (BDL) », précisant que les deux institutions travaillent ensemble pour faciliter l'accès aux financements pour les jeunes entrepreneurs et universitaires qui veulent créer des entreprises de services énergétiques. Notons par ailleurs qu'un Salon international des énergies renouvelables, des énergies propres et du développement durable (ERA 2010), est prévu à Tamanrasset du 19 au 21 octobre. Quelque 15.000 visiteurs et 50 exposants y sont attendus. Organisé par la société Myriade communication et placé sous le haut patronage du président de la République, ce salon professionnel regroupera, sur une surface d'exposition de 3.000 m², différentes filières tels l'énergie solaire, l'éolien, la géothermie, l'hydraulique, la biomasse, l'éco construction et la maîtrise d'énergie, a souligné la commissaire générale du salon Mlle Zohra Farhat au forum du quotidien El Moudjahid. La première journée de la rencontre, verra l'organisation, en parallèle des expositions, d'une conférence sur la thématique « énergie et environnement », alors que la conférence de la deuxième journée sera consacrée aux thèmes de « l'agriculture et le développement durable » et « les villes durables », tandis que les intervenants durant le dernier jour se pencheront sur les thèmes « eau et développement durable » et « entreprises et développement durable ». Le choix de la ville de Tamanrasset (2.000 km au sud d'Alger), explique Mlle Farhat, n'est pas fortuit puisque elle constitue l'une des villes les plus ensoleillées du monde, avec une durée d'ensoleillement d'environ 3.500 heures/an. Huit villages de la wilaya, caractérisés par leur isolement, ont bénéficié, dans le cadre du programme spécial de développement des wilayas du Sud, d'une installation d'électrification via le photovoltaïque et les énergies renouvelables, raccordant 555 foyers, a-t-elle rappelé. La capitale du Hoggar ambitionne ainsi de devenir le nouveau lieu d'échanges des professionnels des énergies renouvelables, de la maîtrise de l'énergie, de l'éco construction et du développement durable, a-t-elle ajouté.

R.E.

LE MAGHREB

Le soleil du Sahara attise les convoitises européennes Dii Conférence annuelle sur l'Initiative industrielle et Exposition 2010

Le Maghreb : 21 - 10 - 2010

Desertec, l'initiative industrielle Dii examinera les enjeux politiques et économiques de l'électricité provenant du désert lors de sa conférence annuelle à Barcelone les 26 et 27 octobre prochain. Le commissaire européen à l'énergie, Günther Oettinger, ouvrira la conférence. L'intégration des marchés de l'énergie est considérée comme l'un des éléments déterminants d'une future coopération énergétique dans le bassin méditerranéen et entre l'Europe et l'Afrique du Nord. Les possibilités de production d'électricité dans les régions désertiques, les exigences au niveau des réseaux électriques de demain et les questions du financement seront également au cœur des discussions. Il y a un an, 13 entreprises allemandes créaient l'initiative industrielle Desertec (DII), un consortium qui vise à fournir en énergies renouvelables, 15 % de l'électricité européenne d'ici à 2050. L'inauguration du premier projet pilote Desertec, matérialisé par une centrale solaire thermique approche rapidement. Située dans le désert central du Maroc, la centrale solaire à concentration sera conçue pour fournir 250 mégawatts de puissance. « Nous avons choisi le Maroc, parce que l'insolation (rayonnement solaire) est excellente et qu'il n'y a pas trop de poussières dans l'air. Le site n'est pas loin d'un réseau électrique. L'eau pour le refroidissement et pour le nettoyage des miroirs est également à portée de main », a déclaré Paul Van Son ressortissant néerlandais et directeur de DII. Desertec prévoit au départ d'alimenter les besoins énergétiques des pays d'Afrique du Nord avec de l'énergie éolienne et solaire. Les subventions seront nécessaires au début car les coûts de production d'électricité à partir de centrales solaires à concentration, en particulier, sont encore trop élevés en comparaison avec l'électricité générée par du combustible fossile. Dans une deuxième étape, Desertec prévoit d'acheminer une portion de l'électricité produite vers l'Europe, à travers la Méditerranée, par le biais de lignes électriques haute tension. Paul Van Son qui dirige Desertec depuis son bureau à Munich, essaie de garder la tête froide malgré l'enthousiasme que le projet DII a suscité partout où il est accueilli. Il sait que le coût d'investissement estimé à 400 milliards d'euros n'est encore rien qu'un chiffre. Dans l'ensemble, les organisations internationales de protection de l'environnement ne sont pas opposées au projet Desertec. Greenpeace en a même fait un « modèle » et espère que cela permettra d'accélérer la progression des énergies renouvelables. Il s'agit de construire une trentaine de centrales thermiques (et non photovoltaïques) dans le Sahara, lesquelles pourraient fournir, dans un délai de 40 ans, environ 15 % de l'énergie consommée par les Européens. Dix-sept partenaires industriels ont uni leurs forces dans le projet Desertec, soutenus par le gouvernement allemand, l'Union européenne et Greenpeace. Parmi ces partenaires : le groupe Saint-Gobain. Mais un certain flou entoure les modalités de financement de ce chantier, d'autant plus que des difficultés politiques ne manqueront pas d'apparaître. L'objectif à long terme est de satisfaire une part substantielle des besoins en électricité des pays de la zone Mena et de répondre à hauteur de 15 % à la demande d'électricité de l'Europe d'ici à 2050. Dii compte actuellement 17 actionnaires. Les membres fondateurs de Dii étaient ABB, Abengoa Solar, Cevital, la Fondation Desertec, Deutsche Bank, E.ON, HSH Nordbank, Man Solar Millenium, Munich Re, M+W Zander, RWE, Schott Solar et Siemens. Au début du mois, l'initiative industrielle a obtenu le soutien du professeur Klaus Töpfer, ancien directeur

exécutif du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE). M. Töpfer conseillera Dii sur les questions stratégiques.

LE MAGHREB

Salon international sur les énergies renouvelables à Tamanrasset	
	L'Algérie au cœur des enjeux énergétiques futurs
	21/10/2010
	<p>Le Salon international des énergies renouvelables, des énergies propres et du développement durable (Era 2010) s'est ouvert mardi à Tamanrasset. Inauguré par le wali de Tamanrasset, Said Meziane, en présence de représentants des ministères de l'Energie et de Mines, de l'Agriculture et du développement rural, de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique, de diplomates et des autorités civiles et militaires de la région, le salon vise à faire découvrir « les systèmes les plus innovants et les solutions les plus efficaces mises en œuvre de par le monde aussi bien en matière d'énergies renouvelables et propres que d'éco-construction et de traitement de déchets pour apporter des réponses aux enjeux de développement et de la production d'énergie ». Ayant pour slogan « assurer notre avenir, préparer notre devenir », cette manifestation se veut également un espace de rencontres entre décideurs, producteurs, utilisateurs et chercheurs et aussi un lieu de contact et d'échange entre professionnels nationaux et internationaux du secteur parmi les fabricants, les fournisseurs de matériels et d'équipements et les prestataires de services ». Au nombre de 52, les exposants représentent notamment les groupes Sonatrach et Sonelgaz ainsi que d'autres sociétés impliquées dans la protection de l'environnement, des énergies renouvelables, des énergies propres et du développement durable. Y prennent part également des laboratoires et unités de recherche du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, ainsi que les agences et institutions relevant des ministères de l'Aménagement du territoire et de l'environnement et des Ressources en eau. Ce salon devait être animé par des conférences sur les thèmes notamment de « La sécurité énergétique et les changements climatiques », « Des projets au cœur du développement des énergies nouvelles et renouvelables », « Industrie des énergies renouvelables en Algérie : opportunités et contraintes », « Sonatrach et les énergies nouvelles et renouvelables dans le Sahara : Le solaire et le biogaz », « Efficience énergétique et éco-construction » et « Boughzoul, ville nouvelle »... A ce titre, le directeur de l'énergie et des mines de la wilaya de Tamanrasset a présenté mardi les actions ayant permis d'électrifier par l'énergie solaire 555 foyers au niveau de 8 villages. Notons que l'Algérie est aujourd'hui considérée comme un fournisseur potentiel majeur d'électricité solaire pour l'Europe. Aussi et dans le débat actuel</p>

sur le rôle des énergies renouvelables dans le futur système d'approvisionnement énergétique européen, des projets, tels que « Desertec » et le « Plan solaire méditerranéen », envisagent l'exploitation du grand potentiel énergétique solaire et éolien de l'Afrique du nord pour approvisionner l'Europe en électricité verte. Ces projets proposent l'installation de grandes stations solaires, des parcs éoliens ainsi qu'un réseau électrique international pour le transport de l'électricité vers l'Europe.

Les deux initiatives lancées par les deux pays les plus influents au sein de l'Europe des 27 pour fournir au continent européen l'énergie électrique qui proviendrait des installations solaires en plein désert algérien, pourraient être concurrencées, directement par une autre initiative qui émanerait du gouvernement algérien. Doté d'un fort potentiel d'ensoleillement et sa situation géographique, notre pays est un partenaire incontournable dans la mise en œuvre des plans solaires transméditerranéens. Actuellement en valse-hésitation à rallier l'un de ces projets, l'Algérie veut donner la primauté à son propre programme solaire. Pour reprendre les propos du président-directeur général du groupe Sonelgaz, M. Noureddine Bouterfa, « l'Algérie compte développer sa propre stratégie de développement des énergies renouvelables ». Il faut savoir dans ce sens que Sonelgaz compte investir dans la production d'énergie électrique d'origine solaire. A cette fin, sa filiale SPE, qui contrôle 75% des capacités de production d'électricité, est chargée d'installer entre 2013 et 2020 une capacité de production d'électricité d'origine solaire totalisant 365 MW. Le rythme de réalisation sera de 10 MW en 2013 puis 50 MW/an à partir de 2014. Aussi, une étude, qui vient d'être publiée par le CREAD et l'institut Wuppertal en Allemagne tente de fournir un premier aperçu de la situation et position particulière de l'Algérie. En raison de sa situation géographique et de sa position stratégique dans le domaine de l'énergie, l'Algérie est très susceptible de jouer un rôle clé en méditerranée dans l'approvisionnement de l'électricité d'origine renouvelable dans le futur. L'étude publiée pose plusieurs questions : Comment est considérée l'Algérie par les promoteurs européens dans les scénarios d'exportation d'électricité renouvelable ? quelles sont les options technologiques pour l'Algérie pour produire de l'électricité renouvelable et de la transporter à l'Union européenne ? quel est le cadre institutionnel actuel, juridique et réglementaire de ces projets en Algérie ? quelle est la position des acteurs algériens en la matière et enfin dans quelle mesure les exportations d'électricité renouvelable cadrent avec les objectifs stratégiques de développement de l'Algérie ? Une équipe interdisciplinaire de chercheurs algériens et européens a été mise en place afin d'examiner ces questions.

Samira G.

Le 14.12.10 |

Première ferme éolienne en Algérie

Le projet attribué au consortium algéro-français Cegelec

Le projet de construction de la première ferme éolienne à Adrar a été provisoirement confié hier au consortium algéro-français Cegelec, à l'issue d'une séance publique consacrée à l'ouverture des offres commerciales relative à l'appel d'offres international portant sur ce projet.

Filiale du groupe Sonelgaz, la Compagnie de l'engineering de l'électricité et du gaz (CEEG) a retenu Cegelec à la faveur de son offre jugée meilleure que ses concurrents en matière du coût total de l'investissement et du coût du kWh de l'énergie électrique produite.

Trois autres soumissionnaires étaient en lice.

Il s'agit de l'espagnol Comsa Emte (2,087 milliards de dinars et un kWh de 7,749 DA), du chinois CECIC/CGC (2,087 milliards de dinars et un kWh de 7,596 DA,) et du français Vergnet (2,81 milliards de dinars et 8,908 DA le kWh). Dans son offre commerciale, Cegelec a proposé un investissement de 2,21_ milliards de dinars et un coût du kWh de 7,257 DA. «La révision du projet pour la troisième fois nous a permis de réaliser un gain de 30% sur son coût.

C'est la meilleure technologie qui a été retenue», a estimé Mohamed Arkab, PDG de CEEG, en marge de la séance d'ouverture des offres commerciales, organisée à l'Institut de formation de l'électricité et du gaz de Ben Aknoun. D'une puissance totale de 10 MW, la future ferme éolienne, implantée à Kabertene, à 73 km au nord de la ville d'Adrar, s'étale sur une superficie de 30 hectares. Le délai de réalisation du projet est de 24 mois et sa mise en service est prévue pour 2012, selon M. Arkab. «Les travaux seront entamés au plus tard dans 4 mois après l'attribution finale du marché», a-t-il fait savoir, estimant que ce projet vise à répondre aux besoins de la région en matière d'électricité produite à partir de l'éolien et permettre le transfert de technologie en matière d'exploitation et de maintenance. Selon le cahier des charges, le constructeur retenu assurera les prestations d'études, de fabrication des équipements, les essais et mises en service. Il lui est imposé de confier en exclusivité aux entreprises algériennes la réalisation du génie civil, les travaux de montage et le transport. En novembre 2007, la CEEG a lancé un premier appel d'offres pour la réalisation du même projet. Un seul soumissionnaire a déposé une offre lors de la séance d'ouverture publique des plis des offres techniques tenue en juin 2008 avant que cet appel d'offres ne soit déclaré infructueux.

Pour la seconde fois, la filiale de Sonelgaz a relancé le projet en septembre 2008 en publiant un autre appel d'offres suite auquel quatre offres ont été déclarées recevables lors de la tenue de la séance d'ouverture des plis des offres techniques en octobre 2008.

Le projet a été attribué provisoirement à Vergnet qui a offert le prix du kWh le moins cher. Après vérification et examen de l'offre, la CEEG a décidé l'annulation de l'appel d'offres considérant le prix offert excessif. Vergnet avait proposé un investissement de 3,05_ milliards de dinars et un coût du kWh à 9,620 DA.

Hocine Lamriben

14/12/2010

Après plusieurs années de tergiversations L'Algérie adhère enfin au projet Desertec

En visite officielle en Allemagne, le président Abdelaziz Bouteflika a mis fin aux tergiversations quant à l'adhésion de l'Algérie au mégaprojet Desertec visant à capter l'énergie solaire et éolienne en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, pour la distribuer dans de nombreux pays d'Europe sous forme d'électricité.

Le gouvernement algérien n'avait à l'évidence maintenir aucune raison de rester à l'écart de ce gigantesque projet derrière lequel se cachent de puissants industriels et banquiers allemands (nombreuses firmes de la Bavière, Deutsche Bank), espagnol (Abengoa Solar) et algériens (Sonatrach, Cévital) qui n'ont pas l'habitude d'échouer lorsqu'ils décident de livrer de tels challenges. C'est pourquoi d'aucuns parmi les observateurs de la scène économique mondiale ont vite perçu le projet Desertec comme un pari ayant de très bonnes chances d'être gagné, quand bien même le parcours serait encore long et difficile. Cinq ou six années seraient, estime-t-on, nécessaires pour régler les nombreux pré requis juridico-politiques qui entravent aujourd'hui la mise en Allemagne de ce gigantesque chantier qui empiètera, faut-il le rappeler, sur de nombreux territoires, mobilisera d'énormes capitaux internationaux (400 milliards d'euros) et devra en conséquence s'adapter aux diverses législations et réglementations locales.

Tout est à faire, à titre d'exemple avec l'Algérie, où il est prévu de réaliser en partenariat avec des firmes étrangères des panneaux et des centrales thermo solaires couvrant des milliers de kilomètres carrés ainsi que des câbles sous-marins de transport d'électricité.

La législation en vigueur est pour l'instant incomplète et, parfois même contradictoire (cas de la loi de finances complémentaire pour l'année 2009 qui fait obligation au partenaire algérien de détenir plus de 50% du capital du projet), d'où la nécessité de convaincre les autorités algériennes aujourd'hui récalcitrantes, à effectuer les ajustements juridiques susceptibles de rendre possibles l'ancrage d'une partie non négligeable du projet Desertec en Algérie. La visite du président Abdelaziz Bouteflika en Allemagne a, sans doute,

permis de lever bon nombre de ces obstacles et, mieux encore, de jeter les bases d'un environnement des affaires beaucoup plus favorable au partenariat industriel algéro-allemand. Les promoteurs du projet Desertec devront également convaincre le gouvernement français de les autoriser à installer les câbles de transport d'électricité dirigés vers l'Allemagne en passant par le territoire français. Il faudrait pour ce faire une nouvelle législation dont la procédure requiert beaucoup de temps. Autant de questions, et elles ne sont certainement pas les seules, à résoudre dans le courant des cinq prochaines années pour donner un contenu concret à ce projet, pour lequel il est vrai, toutes les parties prenantes ont beaucoup à gagner.

A commencer par l'Europe qui pourra tirer de cette réalisation pharaonique, pas moins de 15% de l'énergie qu'elle consomme à l'horizon 2025, nonobstant les effets stimulants des budgets colossaux (environ 100 milliards d'euros par an durant 40 ans) qui y seront investis. Même si elle a fait la fine bouche, sans doute pour pouvoir négocier en position de force avec l'Allemagne, l'Algérie a, quant à elle, de bons motifs de bien accueillir ce projet, qui arrive à point nommé pour renflouer sa production d'énergie qui risque de décliner fortement à l'horizon 2025 s'il n'y a pas, comme le redoutent les experts de nouvelles et importantes découvertes de gaz et de pétrole. Il est vrai, que si de nouvelles sources d'hydrocarbures ne

sont pas mises en service d'ici là, il est tout à fait improbable que nos réserves actuelles suffisent à honorer, à la fois, nos engagements commerciaux internationaux et la demande Locale en très forte évolution. L'apport énergétique du projet Desertec pourrait ainsi contribuer à rétablir l'équilibre entre l'offre et la demande d'énergie qui a de bonnes chances de se rompre à cette échéance. Autre avantage, et non des moindres, le projet Desertec pousserait l'Algérie à entrer de plain-pied dans l'ère des énergies renouvelables.

Un pas gigantesque qu'elle n'aurait, sans doute, jamais eu l'audace de faire seule, confortée qu'elle a toujours été d'être assise sur une intarissable rente d'hydrocarbures. Sur un autre registre, Desertec offrirait, dès sa mise en chantier, l'avantage inestimable de booster nos exportations hors hydrocarbures, notamment, à la faveur d'un développement sans précédent de l'industrie des composants de panneaux solaires portée par la filière verre plat (float glass) du groupe algérien Cevital qui se prépare, d'ores et déjà, à ce challenge.

Nordine Grim

El Watan13/12/2010

El Watan.com

Forte demande de participation nationale et étrangère

Le 19.09.10 | 03h00 Réagissez



zoom | © D. R.

A un mois de son ouverture, le premier Salon international des énergies renouvelables et de la maîtrise d'énergie (Siereme), qui se tiendra du 11 au 15 octobre prochain au Palais des expositions des Pins maritimes, connaît un engouement sans précédent en termes d'intention de participation émanant d'opérateurs, aussi bien nationaux qu'étrangers, apprend-on auprès de Sadek Stiti, PDG de Batimatec Expo, société organisatrice de la manifestation.

Plus d'une centaine d'exposants, parmi lesquels 30 étrangers, sont attendus, selon cette même source, qui met en relief le thème particulièrement porteur des énergies renouvelables devant lequel s'ouvrent d'intéressantes perspectives de développement à travers le monde. L'industrie des énergies renouvelables alternatives aux produits fossiles et les technologies visant à rationaliser leur utilisation, connaissent en effet une explosion sans précédent qui préfigure une refonte des modèles de croissance de plus en plus soucieux de la préservation de l'environnement. L'Algérie, qui ne peut échapper à cette nouvelle démarche développementale, devra d'ores et déjà s'y préparer en engageant des actions multiformes, parmi lesquelles la communication devrait occuper une place déterminante.

Le salon Siereme, qui donnera l'occasion aux opérateurs concernés (industriels, promoteurs immobiliers, maîtres d'ouvrages publics et privés, autoconstructeurs, universitaires, chercheurs, etc.) de prendre connaissance des innovations en matière d'utilisation et de préservation d'énergies renouvelables, a précisément été conçu à cet effet. Un espace important sera alloué gratuitement aux petites entreprises et artisans du secteur des énergies renouvelables afin de les encourager à participer au salon, nous apprend le PDG de Batimatec Expo. Un appel a également été lancé en direction des inventeurs qui pourront, à cette occasion, présenter et promouvoir leurs produits et découvertes. On enregistre déjà la participation d'un ingénieur algérien en génie mécanique qui présentera une invention consistant à produire de l'électricité à partir d'une énergie propre et durable, selon notre interlocuteur.

De nombreuses ambassades auraient également pris attache avec les organisateurs du salon dans le but d'offrir à certaines de leurs entreprises l'occasion de présenter des produits et équipements innovants utilisant ou produisant des énergies renouvelables. A noter l'organisation en marge du Siereme, de journées techniques supervisées par l'Aprue avec, à la clé, des conférences animées par des experts algériens et étrangers, la diffusion des programmes d'équipements (appel d'offre de l'Aprue pour l'acquisition de 400 chauffe-eau solaires, équipement de maîtrise d'énergie en faveur de 600 logements, etc.).

L'Agence française de la maîtrise de l'énergie (ADME) sera présente pour animer une journée technique sur l'efficacité énergétique des bâtiments. Le Siereme, dont la préparation se déroule sous de très bons auspices, devrait accueillir environ 15 000 visiteurs, selon les pronostics du PDG de Batimatec Expo.

Nordine Grim

EL MOUDJAHID

Energie : La centrale hybride de Hassi R'mel sera livrée avant la fin de l'année

D'un coût global de 315 millions d'euros, ce projet devrait créer environ un millier d'emplois et ouvre à l'Algérie des perspectives d'exportation d'électricité vers l'Europe.

PUBLIE LE : 10-10-2010



D.R

D'un coût global de 315 millions d'euros, ce projet devrait créer environ un millier d'emplois et ouvre à l'Algérie des perspectives d'exportation d'électricité vers l'Europe.

La centrale de production d'énergie hybride, solaire et gaz, de Hassi R'Mel près de Laghouat, devrait être livrée comme prévu en 2010 au lancement du projet.

Le chantier mené par deux filiales du producteur espagnol d'énergie, Abengoa, est déjà fort avancé ont, en effet, annoncé les représentants des deux filiales du groupe espagnol.

Ces représentants qui sont la société d'ingénierie Abener (Séville) et du BTP Teyma (Burgos) annoncent que le calendrier du chantier est respecté.

Avec une surface construite de 12.000 m², le chantier mobilise 18.000 m³ de béton.

Le projet, mené près d'un gisement de gaz naturel, considéré comme le plus important en Algérie, consiste à s'en servir pour faire fonctionner la centrale, certes, mais aussi à l'économiser en comptant sur 25 MW produits par 224 panneaux solaires photovoltaïques paraboliques disposés en 56 boucles, sur une capacité totale de production électrique de 150 MW.

La phase de construction, en voie d'achèvement, a impliqué un million de mètres cubes de terrassement, de 18.000 mètres cubes de béton, 1.400 tonnes de renforts structurels en acier, 80.000 heures de soudage et de 12.000 mètres carrés de surface de plancher, répartis entre les entrepôts et bâtiments industriels

Réalisé pour le compte de Neal (New Energy Algeria), une filiale de Sonelgaz et Sonatrach, ce chantier d'un coût de 315 millions d'euros, devrait créer environ un millier d'emplois et ouvrir à l'Algérie des perspectives d'exportation d'électricité vers l'Europe.

Trois autres unités de ce type sont, en effet, prévues près de Tilghemt. Aussi, le ministre de l'Energie et des Mines, M. Youcef Yousfi qui a récemment effectué une visite de travail sur le site, a indiqué que l'énergie solaire est partie intégrante de la stratégie de consolidation du pays.

Selon lui, « l'Algérie aspire à développer, à l'avenir, cette source d'énergie renouvelable ».

Le ministre a également affirmé que cet ambitieux projet énergétique, premier du genre à échelle nationale, « permettra d'étudier les technologies utilisées et d'évaluer les coûts financiers, pour un éventuel recours à ce genre de technologies pour de futurs autres projets de centrales ».

Le ministre a, à ce titre, présenté la production électrique comme étant l'une des priorités du pays dont il appartient d'en étudier les techniques de mise en œuvre, tout en mettant en exergue l'importante réalisation du projet de Centre national des énergies renouvelables (CNER) qui viendra renforcer prochainement les installations de la zone industrielle de Hassi R'mel.

Elaborée pour être la première de ce type, la centrale électrique mixte de Hassi R'mel est une centrale électrique hybride qui combinera une matrice de miroirs paraboliques concentrant la puissance solaire de 25 MW, sur une aire de 180.000 m², en conjonction avec une centrale à turbines à gaz de 130 MW, réduisant ainsi les émissions de CO₂, comparé à des centrales électriques traditionnelles.

La sortie de la matrice solaire sera utilisée dans la turbine à flux.

La promotion et le développement des énergies alternatives constituent donc une nécessité incontournable. Un développement qui aura un effet positif sur la préservation de l'environnement et la lutte contre le chômage.

En effet, les experts du domaine estiment que l'investissement dans ce secteur permettra de créer des emplois et d'épargner l'utilisation des énergies fossiles comme le gaz, l'essence, le GPL, etc. qui peuvent être exportées ou utilisées pour générer des activités industrielles.

Le potentiel solaire de l'Algérie est considéré comme l'un des plus importants dans la Méditerranée et l'exploitation de cette source pourra contribuer à économiser le pétrole et le gaz, ceci d'autant que les énergies, solaire et éolienne, sont techniquement faisables. Aussi, 35% de la capacité de cette centrale sont à base solaire. Le défi majeur est relatif à l'acquisition des technologies de stockage de cette énergie à générer durant la journée et l'utiliser le soir.

Pour rappel, l'Algérie ambitionne de porter à 6% la part d'énergies renouvelables dans sa production électrique à l'horizon 2015.

Amel Zemouri

EL MOUDJAHID

L'énergie solaire : un élément de la stratégie de consolidation du pays

Le 04.10.10

[El Moudjahid] Le ministre de l'Energie et des Mines, M. Youcef Yousfi, a affirmé dimanche à Hassi-R'mel (Laghouat) que l'énergie solaire est partie intégrante de la stratégie de consolidation du pays.

Le ministre de l'Energie et des Mines, M. Youcef Yousfi, a affirmé dimanche à Hassi-R'mel (Laghouat) que l'énergie solaire est partie intégrante de la stratégie de consolidation du pays. "L'Algérie aspire à développer, à l'avenir, cette source d'énergie renouvelable", a souligné le ministre lors de sa visite d'inspection de la centrale hybride (gaz + solaire), en cours de réalisation dans la région de Tilghemt, à quelque 25 km au nord de Hassi-R'mel. M. Yousfi, qui était accompagné du président directeur général du groupe Sonatrach, M. Noureddine Cherouati, a indiqué que la centrale hybride de production d'électricité de Hassi R'mel (110 km au sud de Laghouat), dont les travaux de réalisation ont atteint un taux d'avancement de 98,45%, sera réceptionnée au mois de janvier 2011. "Cet ambitieux projet énergétique, premier du genre à échelle nationale, permettra d'étudier les technologies utilisées et d'évaluer les coûts financiers, pour un éventuel recours à ce genre de technologies pour de futurs autres projets de centrales", a estimé le ministre de l'Energie et des mines. M. Youcef Yousfi a fait état de l'existence d'autres projets en perspective pour la production électrique à partir des énergies solaire et éolienne, aux fins d'une meilleure exploitation des ressources énergétiques existantes. Il a, à ce titre, présenté la production électrique comme étant l'une des priorités du pays dont il appartient d'en étudier les techniques de mise en œuvre, tout en mettant en exergue l'importante réalisation du projet de centre national des énergies renouvelables (CNER) qui viendra renforcer prochainement les installations de la zone industrielle de Hassi R'mel. Des explications ont, à cette occasion, été fournies au ministre de l'Energie et des mines sur le projet de la centrale hybride de Hassi-R'mel, d'une capacité de production électrique de 150 mégawatts. Le projet, d'un coût de plus de 315 millions d'euros, a été confié au consortium algérien "Neal" (New Energy Algeria), en partenariat avec la société espagnole "Abenar". Le ministre doit, par ailleurs, présider à Hassi R'mel des réunions restreintes avec les cadres du groupe Sonatrach.

Tous Sur L'Algérie - TSA



Le contrat attribué au français Cegelec

Hamid Guemache

Le groupe français Cegelec a remporté, lundi 13 décembre, le contrat de la réalisation de la Première ferme éolienne en Algérie, a-t-on appris auprès de Sonelgaz. L'attribution provisoire de ce contrat a eu lieu à l'issue de l'ouverture à Alger des offres commerciales à Alger. Montant du contrat : 2,21 milliards de dinars, soit 23 millions d'euros. Quatre candidats étaient en lice pour ce projet : Comsa Emte (Espagne), le consortium chinois CECIC/CGC, Vergnet (France) et le consortium Cegelec (France) et Cegelec (Algérie).

La première ferme éolienne en Algérie devrait voir le jour dans 20 à 25 mois dans la région d'Adrar, selon la même source. La ferme éolienne d'Adrar sera réalisée pour le compte de la Société algérienne de Production de l'Electricité (SPE), filiale du groupe Sonelgaz. D'une superficie de 30 hectares, le site d'implantation de la ferme éolienne est situé à Kabertene, à 73 km au nord de la ville d'Adrar.

« A travers le projet de réalisation de la première ferme éolienne en Algérie, le Groupe Sonelgaz vise à développer une technologie éolienne et à tester le comportement de ce type d'équipements en milieu saharien caractérisé par de fortes variations de températures et par des vents de sable pouvant influencer sur leur fonctionnement », a indiqué Sonelgaz. Le constructeur qui sera retenu assurera « les prestations d'études, de fabrication des équipements, les essais et mises en service », a ajouté le groupe public. Il devra « confier en exclusivité la réalisation du génie civil, les travaux de montage et le transport aux entreprises algériennes », a-t-il indiqué.

Tous Sur L'Algérie - TSA

Cevital prévoit un investissement de 600 millions de dollars dans le solaire / Projet Desertec : l'Algérie a fait le bon choix, selon Issad Rebrab



Le président de Cevital, Issad Rebrab, a accueilli avec « satisfaction » l'accord du président Abdelaziz Bouteflika au projet Desertec, destiné à développer des centrales solaires et éoliennes dans le Sahara pour alimenter l'Europe et le Maghreb en électricité. « Nous sommes très satisfaits de l'accord du président Bouteflika au projet Desertec », s'est félicité M. Rebrab dans une déclaration à TSA.

Le groupe Cevital fait partie du consortium d'entreprises qui ont lancé Desertec en 2009. Le patron de Cevital estime que l'Algérie a fait le bon choix en disant oui à Desertec. « Ce projet est dans l'intérêt de l'Algérie. Les énergies fossiles que nous utilisons aujourd'hui vont s'épuiser alors que le solaire est inépuisable, propre et gratuit.

Nous avons un vaste territoire pour étendre les panneaux solaires. Il suffit de 3% de la surface du Sahara pour satisfaire les besoins en électricité du Maghreb et de l'Europe », a-t-il expliqué.

M. Rebrab a également estimé que le solaire est meilleur que le nucléaire pour produire de l'électricité. « Le coût d'une centrale solaire est inférieur à celui d'une centrale nucléaire. Le solaire est écologique et sans risques alors que le nucléaire consomme de l'uranium, dégage des déchets dangereux et représente un risque pour les populations et l'environnement », a-t-il dit. Avec le solaire, l'Algérie ne sera pas à la merci des détenteurs de technologies contrairement au nucléaire où il faudrait s'approvisionner en uranium et retraiter les déchets nucléaires à l'étranger, selon M. Rebrab. « Le solaire est la meilleure solution pour préparer l'après pétrole », a-t-il soutenu. Pour le président de Cevital, la production d'électricité à partir du gaz naturel devient de plus en plus chère dans les pays importateurs de gaz comme le Maroc, l'Afrique du sud ou l'Europe. « En Algérie, un KWH d'électricité revient à 2,5 dinars l'unité contre l'équivalent de 8 dinars au Maroc et 25 dinars en Afrique du sud », a-t-il détaillé. Partenaire de Desertec, le groupe Cevital compte investir plus de 600 millions de dollars dans la réalisation d'une usine de fabrication de panneaux solaires. « Cette usine sera intégrée à 95%. Sa capacité annuelle est l'équivalent d'une centrale solaire de 600 MW par an », a précisé M. Rebrab. Cevital compte aussi investir dans la fabrication de cheminées solaires. L'Algérie n'a pas de problème de technologie pour développer le solaire. « Notre usine sera intégrée à

95%, ce qui répond parfaitement au souci des pouvoirs publics » d'avoir une industrie solaire algérienne.

TSA – 19/12/2010